

DÉLIBÉRATION

N° CC/FI/53-2024

Budget primitif 2024 –
Budget annexe «
Assainissement collectif
»

Délégués :

En exercice	68
Présents :	53
Pouvoirs :	11
Voix totales :	64
Ne prend pas part au vote	02
Suffrages exprimés :	62
Pour	62
Contre :	00
Abstention :	00
Non votants :	00

Envoyé en préfecture le 12/04/2024

Reçu en préfecture le 12/04/2024

Publié le 15/04/2024



ID : 027-200066405-20240402-CC_FI_53_2024-DE

L'an deux mille vingt-quatre, le 02 avril à dix-huit heures, les membres du conseil communautaire de la Communauté de communes Roumois Seine, légalement convoqués, se sont réunis à la maison des associations de BOURG ACHARD, sous la présidence de Sylvain BONENFANT. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux conseillers communautaires le mercredi 27 mars 2024.

Étaient présents,

Richard APPERT, Béatrice AUBIN, Jean AUBOURG, Brigitte BARBETTE, Franck BERTIN, Jacques BINET, Sylvain BONENFANT, Yannick BOUDET, Franck BUCHER, Frédéric CARDON, Laurent DEBEERST, Michel DEZELLUS, Didier DERLY, Christophe DESCHAMPS, Aline DONNET-MOUSSEUX, Jacques DORLEANS, Laurent DUCHATEAU, Maria DUFROY, Daniel DUVAL, Myriam FERLIN, Guylène FREVAL, Claude GENCE, Joël GRAINVILLE, Bruno GERMAIN, Franck HAUDRECHY, Véronique HERVIEUX, Christine HOUEL, Dominique LEVASSEUR représenté par Thierry LEPLANOIS, Annick LE MOIGNE, Nelly MARINIER, Céline MAROUARD, Arnaud MAUPOINT, José MAURICE, Sandrine MENNITI, Damien MERCIER, William MIGNOT, Olivier MORIN, Michaël ONO DIT BIOT, Bertrand PECOT, Mélanie PETIT, Erick POISSON, Gwendoline PRESLES, Françoise PRUNIER, Mélanie RIOULT, Patrice ROMAIN, Philippe ROMAIN, Régine SENINCK, Josette SIMON, Bruno SIX, David TAURIN, Damien THIEBAULT, Martine TIHY représentée par Patrick LUCAS, Philippe VANHEULE.

Pouvoirs :

Jérôme DEBUS donne pouvoir à Annick LE MOIGNE, Jean Pierre DENIS donne pouvoir à Sylvain BONENFANT, Cédric BROUT donne pouvoir à Bertrand PECOT, Gilbert DOUBET donne pouvoir à Arnaud MAUPOINT, Bernadette LETHIMONNIER donne pouvoir à Bruno GERMAIN, Virginie LUST donne pouvoir à William MIGNOT, Charly NOEL donne pouvoir à Brigitte BARBETTE, Anne STAB donne pouvoir à Franck HAUDRECHY, Joël TEMPERTON donne pouvoir à Françoise PRUNIER, Christine VAN DUFFEL donne pouvoir à Maria DUFROY, Maryannick VERDURE donne pouvoir à Nelly MARINIER.

Absents/excusés :

Véronique DUMINY, Alain MICHALOT, Denis PIEDNOEL, Alain VIVIEN.

Exposé des motifs valant note explicative de synthèse au sens de l'article L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Il est proposé au Conseil Communautaire d'examiner le projet de budget primitif pour l'exercice 2024 du budget annexe « Assainissement collectif » de la Communauté de communes Roumois Seine, faisant suite au débat sur les orientations budgétaires, et son rapport, qui s'est tenu le 12 février 2024.

Ce budget primitif est construit en fonction des dernières informations transmises par l'Etat, ou, à défaut, sur la base d'estimations sincères, prudentes et raisonnables au moment de sa préparation. Il sera amendé en cas de besoin en cours d'exercice par décisions modificatives, afin de tenir compte des ajustements nécessaires en recettes comme en dépenses.

Pour rappel, l'article L.2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit qu'une présentation brève et synthétique retrace les informations financières essentielles soit jointe au budget primitif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux. Le présent rapport et ses annexes répondent à cette obligation pour la Communauté de Communes.

L'équilibre général du projet de budget primitif 2024 s'établit comme suit :



Section de fonctionnement		
	Dépenses	Recettes
Mouvements réels	1 100 210.00 €	952 600.00 €
Mouvements d'ordre	1 437 755.00 €	510 583.00 €
Dépenses imprévues	75 846.70 €	
Virement à l'investissement	1 293 797.53 €	
Résultat 2023 reporté	€	2 523 620.23 €
TOTAL	3 907 609.23 €	3 986 803.23 €

Section d'investissement		
	Dépenses	Recettes
Mouvements réels	2 657 000.00 €	229 656.00€
Mouvements d'ordre	1 010 583.00 €	1 937 755.00 €
Dépenses imprévues	161 250.00 €	
Virement de la section de fonctionnement		1 293 797.53 €
Résultat 2023 reporté		848 888.66 €
Restes à réaliser 2023	392 321.02	781 723.38 €
TOTAL	4 221 154.02 €	5 091 820.57 €

Soit un excédent budgétaire de 870 666.55 €

La section de fonctionnement est en suréquilibre budgétaire avec un excédent de 79 194.00 € et s'articule de la façon suivante :

Recettes de fonctionnement				
Chapitre	Libellé	BP 2023	BP 2024	Evolution
002.	Résultat d'exploitation reporté	2 403 083.30 €	2 523 620.23€	5.01 %
042.	Opérations d'ordre de transfert entre sections	433 083.00 €	510 583.00 €	17.89 %
70.	Ventes produits fabriqués, prestations	910 000.00 €	910 000.00 €	0 %
74.	Subventions d'exploitation	40 000,00 €	40 000,00 €	0 %
75	Autres produits de gestion	13 500.00€	2 600.00 €	-80.75%
TOTAL		3 799 666.30 €	3 986 803.23 €	4.92 %

Dépenses de fonctionnement				
Chapitre	Libellé	BP 2023	BP 2024	Evolution
011.	Charges à caractère général	1 250 710.00 €	458 210.00 €	-63.36%
012.	Charges de personnel et frais assimilés	57 000.00 €	62 000.00 €	8.77 %
022.	Dépenses imprévues	120 000,00 €	75 846.70 €	-36.79 %
023.	Virement à la section d'investissement	731 856.30 €	1 293 797.53 €	76.78 %
042.	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 325 100,00 €	1 437 755.00 €	8.50 %
65.	Autres charges de gestion courante	90 000,00 €	150 000.00 €	66.67 %
66.	Charges financières	135 000,00 €	85 000.00 €	-37.04 %
67.	Charges exceptionnelles	80 000,00 €	345 000.00 €	331.25 %
68	Dotation pour dépréciation des actifs circulants	10 000.00 €	0	
TOTAL		3 799 666.30 €	3 907 609.23 €	2.84 %

La section d'investissement est en déséquilibre budgétaire avec un excédent de 870 666.55 € et s'articule de la façon suivante :

Recettes d'investissement				
Chapitre	Libellé	BP 2023	Restes à réaliser	Total BP 2024
001.	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	727 510.26 €		848 888.66 €
021.	Virement de la section d'exploitation	731 856.30 €		1 293 797.53 €
040.	Opérations d'ordre de transfert entre section	1 325 100.00 €		1 437 755.00 €
041.	Opérations patrimoniales	500 000,00 €		500 000,00 €
10.	Dotations, fonds divers et réserves	148 660.80 €	51 495.60 €	229 656.00 €
13.	Subventions d'investissement	735 720.00 €	274 662.00 €	0 €
45.	Opérations pour compte de tiers	460 565.78€	507 061.38 €	- €
TOTAL		4 629 413.14 €	781 723.38 €	4 310 097.19 €

5 091 820.57 €

Dépenses d'investissement				
Chapitre	Libellé	BP 2023	Restes à réaliser	BP 2024
020.	Dépenses imprévues	250 704.62 €		161 150.00 €
040.	Opérations d'ordre de transfert entre section	433 083.00 €		510 583.00 €
041.	Opérations patrimoniales	500 000,00 €		500 000,00 €
16.	Emprunts et dettes assimilées	830 000,00 €		507 000.00 €
20.	Immobilisations incorporelles	648 995.44 €	198 889.02 €	750 000.00 €
21.	Immobilisations corporelles	401 627.84 €	23 472.20 €	150 000.00 €
23.	Immobilisations en cours	1 316 233.28 €	11 070.57 €	1 250 000.00 €
45.	Opérations pour compte de tiers	247 958.00€	158 889.23 €	0 €
TOTAL		4 629 413.14 €	392 321.02 €	3 828 833.00 €

4 221 154.02 €

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1612-1 à L.1612-20 et L.2311-1 à L.2343-2 relatifs à l'adoption et l'exécution des budgets communaux ainsi qu'aux finances communales,
Vu la loi NOTRe n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
Vu la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'organisation territoriale de la République, et notamment ses articles 11 et 13 prévoyant l'organisation obligatoire d'un débat d'orientation budgétaire dans les deux mois précédant le vote du budget pour les communes de plus de 3 500 habitants,
Vu l'arrêté préfectoral DRCL/BCLI/N° 2016-88 du 16/09/2016 portant sur la création de la Communauté de Communes Roumois Seine, modifié ;
Vu l'arrêté inter préfectoral DCL/BCLI/2023-29 du 29 décembre 2023 portant modification des statuts de la Communauté de communes Roumois Seine ;
Vu la délibération, CC/DG/147-2023 du 27 novembre 2023, portant éléction du président de la Communauté de communes Roumois Seine ;
Vu la délibération du 12 février 2024 relative au débat d'orientations budgétaires pour l'exercice 2024 ;
Vu l'adoption du compte de gestion, en date du 02 avril 2024 ;
Vu l'approbation du compte administratif du budget principal et des budgets annexe de Roumois Seine pour l'exercice 2023 en date du 02 avril 2024 ;
Vu la délibération relative à l'affectation des résultats du budget principal et des budgets annexe de Roumois Seine pour l'exercice 2023 en date du 02 avril 2024 ;
Vu l'adoption des taux de fiscalité directe locale pour 2024 en date du 02 avril 2024 ;
Vu l'instruction budgétaire M49 ;
Considérant l'avis favorable de la commission des finances, budget, achats et patrimoine du 11 mars 2024 ;

M. Franck HAUDRECHY et Mme Anne STAB par procuration à M. Franck HAUDRECHY, ne prennent pas part au vote.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré,
Par 62 voix POUR,

➤ **ADOPTE**, le budget primitif 2024 annexe « Assainissement collectif » de la Communauté de communes de Roumois Seine, tel qu'exposé ci-avant, et conformément au document budgétaire joint en annexe à la présente délibération.

Envoyé en préfecture le 12/04/2024
Reçu en préfecture le 12/04/2024
Publié le 15/04/2024
ID : 027-200066405-20240402-CC_FI_53_2024-DE



➤ **VOTE**, le budget primitif 2024 annexe « Assainissement collectif » de la manière suivante :

- Au niveau du chapitre pour la section d'investissement sans opération.
- Au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement.

➤ **APPROUVE**, le report anticipé des résultats prévisionnels et des restes à réaliser de l'exercice 2023 au budget primitif de l'exercice 2024 du budget annexe « Assainissement collectif » de la Communauté de communes Roumois Seine.

Richard APPERT
Secrétaire de séance



Sylvain BONENFANT
Président,



Envoyé en préfecture le 12/04/2024

Reçu en préfecture le 12/04/2024

Publié le 15/04/2024

ID : 027-200066405-20240402-CC_FI_53_2024-DE



La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet :

-d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de sa notification devant le Tribunal Administratif de Rouen (53, Avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen, Téléphone : 02 35 58 35 00, Télécopie : 02 35 58 35 03, Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr site : <http://rouen.tribunal-administratif.fr/Informations-pratiques/Access-et-coordonnees>). Cette demande pourra être assortie le cas échéant d'un référé suspension (article L.521-1 du CJA) ;

-ou d'un recours gracieux et/ ou demande préalable auprès des services de la Communauté de Communes Roumois Seine. Ce recours gracieux et/ou demande préalable donnera lieu à un examen par les services de la Communauté de Communes Roumois Seine. L'interlocuteur sera Monsieur le Directeur des Affaires juridiques de la Communauté de communes Roumois Seine, 666 rue Adolphe Coquelin, 27310 Bourg-Achard

Si le recours gracieux ou la demande préalable donne lieu à une décision explicite avant l'expiration d'un délai de deux mois, ladite décision pourra être attaquée dans un délai de deux mois sur le fondement d'un recours pour excès de pouvoir, à compter de sa notification devant le Tribunal Administratif de Rouen (53, Avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen, Téléphone : 02 35 58 35 00, Télécopie : 02 35 58 35 03, Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr site : <http://rouen.tribunal-administratif.fr/Informations-pratiques/Access-et-coordonnees>). Ce recours pourra être assorti le cas échéant d'un référé suspension (article L.521-1 du CJA).

Si le recours gracieux ou la demande préalable ne donne pas lieu à une réponse, une décision implicite de rejet de celle-ci en résultera au terme d'un délai de deux mois à compter de la présente, et ladite décision pourra être attaquée dans un délai de deux mois sur le fondement d'un recours pour excès de pouvoir, à compter de sa notification devant le Tribunal Administratif de Rouen (53, Avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen, Téléphone : 02 35 58 35 00, Télécopie : 02 35 58 35 03, Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr site : <http://rouen.tribunal-administratif.fr/Informations-pratiques/Access-et-coordonnees>). Cette demande pourra être assortie le cas échéant d'un référé suspension (article L. 521-1 du CJA).

Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du CJA, sauf les requérants qui usent de la faculté prévue par les lois spéciales de déposer leurs requêtes auprès des services du représentant de l'Etat ou de son délégué dans les arrondissements, les subdivisions ou les circonscriptions administratives, les personnes qui demeurent en Guadeloupe, Guyane, à la Martinique, à la Réunion, à Saint Barthélemy, à Saint-Martin, à Mayotte, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française, dans les Iles Wallis-et-Futuna, en Nouvelle Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises et les personnes qui demeurent à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal administratif de Rouen.